

**Résumé:** Les prétendants à l'investiture républicaine pour les présidentielles de 2016 vont devoir développer un agenda clair en matière de politique étrangère. Alors qu'un débat crucial oppose aujourd'hui unilatéralistes et internationalistes sur la ligne idéologique la plus pertinente à adopter pour le Parti, les candidats devront choisir entre les différents courants qui existent au sein de la droite américaine sur ces questions. C'est à ce prix qu'une candidature crédible pourra se dégager.

**Summary:** The future candidates for the 2016 Republican presidential primary will be expected to develop a clear foreign policy agenda and prove the GOP's credibility on foreign affairs issue. While unilateralists and internationalists currently argue about the most pertinent ideological posture for the Republican Party, there are several schools of thought on foreign policy that have been prevalent, turn after turn, on the right. Only the candidates who will have developed a clear and serious platform will appear as viable candidates.

## Les républicains et la politique étrangère américaine : Quelles perspectives pour 2016 ?

by Dr. Laurence Nardon

Depuis la défaite de Mitt Romney aux élections présidentielles de 2012, les membres et les observateurs du Parti républicain cherchent à comprendre les raisons de cet échec. Parmi ces dernières, le manque de crédibilité du ticket républicain sur les questions de politique étrangère figure en bonne place. En effet, alors que le président Obama a été perçu comme particulièrement crédible sur les questions de sécurité nationale pendant la campagne, grâce entre autre à l'opération Ben Laden, le candidat républicain a confirmé lors des débats télévisés de l'automne 2012 sa mauvaise connaissance des dossiers de politique étrangère. De ce fait, pour la première fois depuis la fin de la guerre du Vietnam, différents sondages ont montré que la population américaine faisait plus confiance au candidat démocrate qu'au candidat républicain pour prendre les bonnes décisions en matière de politique étrangère<sup>1</sup>.

Les possibles candidats républicains pour les élections de 2016, dont les noms commencent à faire surface<sup>2</sup>,

vont-ils pouvoir inverser cette tendance dans les quatre années à venir ? Cela semble d'autant plus important que le Parti républicain traverse aujourd'hui une grave crise idéologique, entre une marge centriste restée trop longtemps silencieuse et une frange extrémiste dont les positions mènent droit aux échecs électoraux. La refondation nécessaire devra conduire à des assouplissements sur les sujets de politique intérieure tels que l'immigration, mais aussi sur les questions de politique étrangère.

A part Condoleezza Rice, conseillère à la sécurité nationale puis secrétaire d'Etat sous G. W. Bush, et Paul Ryan, qui a eu à s'exprimer sur les questions de politique étrangère en tant que candidat à la vice-présidence lors des dernières élections, beaucoup des possibles candidats n'ont pas encore eu l'occasion de s'exprimer publiquement de façon précise et complète sur ces questions. C'est le cas de Chris Christie (gouverneur du New Jersey), Bobby Jindal (gouverneur de la Louisiane), Rand Paul (Sénateur du Kentucky, fils du libertarien Ron Paul) ou Jeb Bush (ex gouverneur de Floride, frère de G. W. Bush). L'un des favoris aujourd'hui, le sénateur

1 « Romney trailing Obama on Foreign Policy », Pew Research Center, 2012 ; sondages CBS/NYT, septembre 2012 et NBC/WSJ, août 2012.

2 Jim Vandehei et Mike Allen, « Republicans, 2016 : In Full Swing », *Politico*, 21 novembre 2012.

## Policy Brief

de Floride Marco Rubio, s'est pour sa part exprimé sur ces questions en avril 2012 à la Brookings.

Si leur candidature se confirme, ces républicains devront prendre position en matière de politique étrangère. Ils situeront alors sans doute leur vision et leur projet dans l'une des différentes traditions qui existent en matière de politique étrangère à la droite de l'échiquier politique américain.

En effet, les opinions en matière de politique étrangère ne sont pas univoques au travers de la droite américaine. Celle-ci regroupe les diverses composantes du Parti républicain (centristes, radicaux), mais aussi les éléments extérieurs au Parti, que ce soient les obédiences libertariennes, ou certains indépendants. Ces divers éléments peuvent avoir des fondements idéologiques en réalité assez différents, comme par exemple l'opposition cruciale qui existe entre les fondamentalistes chrétiens et les libertariens athées disciples de Ayn Rand, ou l'acceptation d'un certain rôle de l'Etat par les Républicains modérés, à l'inverse des radicaux qui le refusent par principe.

Ces différences se retrouvent en matière de politique étrangère, où coexistent plusieurs écoles de pensée, qui représentent des principes et des projets bien distincts, sans avoir toutes la même importance numérique ni la même influence sur les politiques menées par les présidents républicains successifs. Dans les dix dernières années, par exemple, les unilatéralistes semblent avoir pris l'ascendance au sein du Parti. Enfin, nombre de responsables officiels ou d'analystes de la politique étrangère américaine ne peuvent être classés dans un unique courant idéologique, mais se situent à la croisée de plusieurs d'entre eux.

Passer en revue ces différentes écoles de pensée permettra de mieux appréhender le débat actuel sur les raisons de l'échec de 2012 et les différentes options dont disposeront les candidats à l'investiture républicaine en 2016. Cela éclairera également les différents angles sous lesquels la politique étrangère de la seconde administration Obama va être attaquée par l'opposition républicaine et les prises de positions de cette dernière sur les grands dossiers de politique étrangère de ce début de mandat.

### Dans le concert des nations : la tradition républicaine

Avant que la vague radicale des dernières années ne fasse taire les voix centristes au sein du Grand Old Party (GOP), l'*establishment* du parti semblait tendre vers une concep-

tion de la politique étrangère traditionnelle, fondée sur une approche internationaliste qui reconnaît le rôle de l'engagement diplomatique et des institutions internationales. Le projet de ce courant en matière de politique étrangère était dénué de présupposé idéologique fort, l'internationalisme étant ici plutôt allié à un certain réalisme ou pragmatisme.

C'est sous ces couleurs que l'on décrit la politique étrangère des présidents républicains Dwight Eisenhower, Richard Nixon, Ronald Reagan ou George H. W. Bush. Sans remonter à Henry Kissinger, Colin Powell, secrétaire d'Etat de George W. Bush de 2001 à 2005, est un bon exemple d'acteur de ce courant, ainsi que Condoleezza Rice aujourd'hui<sup>3</sup>. Les plus radicaux au sein du parti républicain les ont souvent accusés de faire partie des élites europhiles de la côte Est, attachés à ce que les Wilsoniens appelaient la « diplomatie secrète et corrompue de l'Ancien Monde »<sup>4</sup>.

Dans le passé, l'influence et le rôle de ces « internationalistes réalistes » a su s'imposer par rapport aux autres courants. L'histoire récente nous montre en effet deux exemples de présidences républicaines donnant l'avantage à ce courant lors d'un second mandat, par rapport à une première administration ayant conduit une politique plus unilatérale et plus idéologique en matière de politique étrangère. Sous la présidence de Ronald Reagan, par exemple, le second mandat (1985-1989) voit la mise en place d'un dialogue plus constructif avec l'URSS finissante de Mikhaïl Gorbatchev. Dès la fin du premier mandat de George W. Bush, à partir de 2005, l'administration renoue le dialogue avec l'Europe et le monde et prévoit un retrait d'Irak et d'Afghanistan.

Dans le passé, l'influence et le rôle de ces « internationalistes réalistes » a su s'imposer par rapport aux autres courants.

<sup>3</sup> Jacob Heilbrunn, « Will Romney Discover his Inner Nixon? », *Foreign Policy*, 27 Août 2012.

<sup>4</sup> Ray Stannard Baker, « America and the World Peace », *The New York Times*, 23 avril 1922.

# Policy Brief

La prochaine présidence républicaine montrera si le dialogue avec l'extérieur et la recherche de compromis l'emportent dès le premier mandat ou s'il faut à nouveau attendre qu'un retournement idéologique se produise au sein de l'Administration.

## « Peace Through Strength » : le courant ascendant

Les nationalistes se reconnaissent dans le slogan de l'ère Reagan, « *peace through strength* » (« la paix par la force » ou « *si vis pacem, para bellum* »). Affirmer la force des Etats-Unis de manière unilatérale leur semble en effet être le moyen le plus efficace pour assurer la paix et la prospérité dans le monde et, par conséquent, aux Etats-Unis. Le vice-président Dick Cheney et le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld ont été des acteurs reconnus de ce courant pendant l'administration Bush. Plus largement, dans la décennie écoulée, les nationalistes semblent s'être imposés dans la définition des positions républicaines en matière de politique étrangère<sup>5</sup>.

Affirmer la force des Etats-Unis de manière unilatérale leur semble en effet être le moyen le plus efficace pour assurer la paix et la prospérité dans le monde et, par conséquent, aux Etats-Unis.

Les partisans les plus durs de ce courant, souvent nommés « jacksoniens », en référence au président Andrew Jackson (1829-1837), ont été décrits par Walter Russel Mead dans un célèbre article de 2000<sup>6</sup>. Descendant pour beaucoup d'immigrés « scotch-irish » habitués dès l'Europe à survivre dans des contextes très hostiles, ils ont formé à leur arrivée en Amérique des communautés marquées par une grande cohésion interne et une grande loyauté. Méfiants vis-à-vis du monde extérieur, menant une vie rude et souvent

violente, ils partageaient des valeurs individualistes et populistes fondées sur un pessimisme d'ordre théologique.

Les Jacksoniens appliquent aujourd'hui cette culture aux relations internationales : ils considèrent la scène internationale comme anarchique et violente par nature et ont peu de considération pour le droit international ou les institutions internationales. En revanche, ils accordent une grande importance à l'usage de la force militaire pour protéger le pays et allient à une certaine xénophobie un code de l'honneur qui interdit d'abandonner un allié ou une situation dans laquelle on s'est engagé. C'est ainsi qu'il faut interpréter la réticence exprimée par Dick Cheney au moment des débats sur un retrait américain de l'Irak<sup>7</sup>. Dès 2008, ce dernier avait également soutenu l'accession à l'Otan de la Géorgie : il fallait protéger la petite république caucasienne des interventions russes.

A l'inverse des néo-conservateurs, les Jacksoniens n'ont pourtant aucune envie d'améliorer le sort du monde extérieur, ou plutôt pensent qu'il est impossible d'y arriver. Comme le dit Walter Mead, « prendre l'argent des impôts prélevés sur les classes moyennes américaines et le verser à des dictatures étrangères incompetentes et corrompues est un non-sens [à leurs yeux] ». C'est parce que cette tendance l'a emporté au sein de l'administration Bush que la reconstruction économique et démocratique de l'Irak, par exemple, n'a pas été une priorité. L'ancien responsable John Bolton, considéré comme l'un des néoconservateurs de l'administration Bush, mais devenu plutôt jacksonien par la suite, a regretté en 2007 que les Etats-Unis ne soient pas partis d'Irak dès le lendemain de l'invasion : « Il aurait fallu leur donner une copie des *Federalist Papers* et leur souhaiter bonne chance »<sup>8</sup>. Anatol Lieven, pour sa part, rend l'influence de ce courant responsable de l'image catastrophique des Etats-Unis à l'étranger dans la décennie qui a suivi le 11 septembre 2001<sup>9</sup>.

Beaucoup de sources journalistiques ne semblent pas faire de différence entre ces nationalistes et les néoconservateurs. Mais il y a en réalité une différence théorique très importante entre ces deux courants.

5 Colin Dueck, « Jacksonian Republicans », *American Review*, n° 7, février 2012.

6 Walter Russel Mead, « The Jacksonian Tradition », *The National Interest*, n° 58, hiver 1999-2000.

7 « Cheney worried by GOP calls to leave Afghanistan », CNN, 20 septembre 2011.

8 Interview de John Bolton avec Jeremy Paxman, *BBC Newsnight*, 25 mars 2007.

9 Anatol Lieven, *America Right or Wrong, An Anatomy of American Nationalism*, Oxford University Press, 2004, 2012.

# Policy Brief

## Construire un monde parfait : le modèle néoconservateur

Les néoconservateurs sont historiquement des démocrates, partisans du New Deal de Roosevelt<sup>10</sup>. Dans les années soixante, ils ont pourtant refusé d'adhérer à une seconde phase d'accroissement du rôle de l'Etat, faite de redistribution sociale et de défense des droits des minorités autour du projet de « Grande Société » de Lyndon Johnson. Ils sont à ce moment devenus proches des conservateurs, d'où leur nom de « néoconservateurs ». Ils sont surtout connus aujourd'hui pour leur positionnement en matière de politique étrangère – ce qui n'était pas le cas à l'origine.

La mission qu'ils se donnent en matière de politique étrangère est d'amener les nations moins chanceuses à la démocratie et à l'économie de marché, par la force s'il le faut. Une telle mission trouve sa justification dans l'exceptionnalisme américain, l'idée que l'expérience américaine, de la démocratie notamment, est unique. Dans le cadre des guerres en Afghanistan puis en Irak, les néoconservateurs de l'administration Bush avaient ainsi prévu un vaste effort de reconstruction de ces pays sur des bases démocratiques et pluralistes.

Mais cet effort a fait long feu et les néoconservateurs proposent aujourd'hui une explication de leurs échecs dans ces deux pays. Dov Zakheim a attribué les difficultés de l'administration Bush pour gérer la guerre en Afghanistan puis en Irak à des problèmes de management, qui ont rendu impossible de mener à bien les missions de *nation building* prévues. Le Bureau de la gestion et du budget (*Office for Management and Budget*, OMB), a par exemple été beaucoup trop lent à financer les missions en Afghanistan de l'Agence pour le développement international (*U.S. Agency for International Development*, USAID)<sup>11</sup>. Le chercheur canadien Jean-Frédéric Légaré-Tremblay va plus loin,<sup>12</sup> en expliquant que les néoconservateurs de l'administration Bush, tels que Paul Wolfowitz, Richard Perle ou Lewis Libby, se sont vus empêchés par Dick Cheney et Donald Rumsfeld - dont les vues étaient plus clairement nationalistes - de mener à bien l'effort prévu pour construire une vraie démocratie libérale en Irak au lendemain des hostilités.

10 Justin Vaïsse, *Histoire du néoconservatisme aux États-Unis*, Paris, Odile Jacob, 2008.

11 Dov Zakheim, *A Vulcan's Tale: How the Bush Administration Mismanaged the Reconstruction of Afghanistan*, Brookings Institution Press, 2011.

12 Jean-Frédéric Légaré-Tremblay, « Essor et déclin du néoconservatisme au sein de l'administration Bush », dans Charles-Philippe David et Julien Tourelle (éds), *Le conservatisme américain, un mouvement qui a transformé les États-Unis*, Presses de l'Université du Québec, 2007, pp.103-127.

Les néoconservateurs gardent de ces expériences récentes en Irak et en Afghanistan une image publique détériorée. A l'heure actuelle, rares sont ceux qui acceptent d'être décrits comme des néoconservateurs. C'est le cas à la fois d'auteurs reconnus, comme Robert Kagan<sup>13</sup> ou d'anciens responsables, comme Dov Zakheim lui-même<sup>14</sup>.

## Les néoconservateurs gardent de ces expériences récentes en Irak et en Afghanistan une image publique détériorée.

### S'isoler du Monde : les quelques voix libertariennes

Le libéralisme s'ancre dans des traditions politiques très anciennes aux États-Unis. L'auteur français Sébastien Carré cite notamment le libéralisme classique professé par le président Thomas Jefferson (1801-1809) et l'anarchisme individualiste du penseur Henry David Thoreau<sup>15</sup>.

Un sondage du Pew Research Center en 2011 estime le nombre de libertariens dans la population américaine à 10%<sup>16</sup>. Compte-tenu du système bipartisan, il est impossible pour un tiers parti de jouer un vrai rôle politique aux États-Unis. Dès lors, à défaut d'une stratégie électoraliste, le parti libertarien choisit le plus souvent une stratégie d'éducation sur les valeurs de liberté et d'individualisme. Les militants libertariens optent aussi régulièrement pour l'entrisme dans le parti républicain, d'où ils cherchent à faire rayonner leurs idées. La candidature à l'investiture républicaine de Ron Paul dans la campagne de 2012, peut-être suivie par celle de son fils Rand Paul en 2016, sont de bons exemples de libertariens agissant de l'intérieur du parti républicain.

La politique étrangère ne forme qu'un aspect du programme politique libertarien. En accord avec la philosophie du mouvement, qui accorde un rôle minimal à l'Etat,

13 Mark de Santis, « The World America Made: Robert Kagan for the defense », *post-gazette.com*, 12 février 2013.

14 Entretien avec l'auteur, octobre 2012.

15 Sébastien Carré, *Les Libertariens aux États-Unis, sociologie d'un mouvement asocial*, Rennes, Presses de l'Université de Rennes, 2010.

16 *Political Typology*, Pew Research Center 2011.



## Policy Brief

et reprenant les idées exprimées par George Washington dans sa *Farewell Address* (1796), elle se veut isolationniste : le gouvernement américain n'a pas à jouer de rôle particulier dans le monde. Dans son opposition à la guerre du Mexique en 1836, Thoreau ajoutait aussi un argument bien particulier en faveur du pacifisme : les Etats profitent généralement des situations de guerre pour accroître leur domination sur leurs propres citoyens.

Aujourd'hui, les différentes tendances de la nébuleuse libertarienne ont des attitudes différenciées sur la politique étrangère<sup>17</sup> : Si les « paléo-libertariens », conservateurs du Sud, se considèrent comme les héritiers de la « Old Right » et sont vivement isolationnistes, les disciples de Ayn Rand acceptent pour leur part le principe de la guerre contre les dictatures et du soutien à Israël. Ils ont donc soutenu l'ensemble des décisions de l'administration Bush.

Ron Paul, candidat aux primaires républicaines en 2012, est connu pour son agenda clairement isolationniste. Son fils Rand Paul, qui pourrait être candidat en 2016, semble être sur la même ligne. S'il n'est pas opposé par principe aux dépenses militaires, puisque la défense est une prérogative constitutionnelle de l'Etat fédéral, il s'est prononcé pour la fin des aides financières aux pays étrangers, y compris Israël. Il semble par ailleurs plutôt opposé aux institutions internationales, qualifiant par exemple l'ONU de « forum pour dictateurs »<sup>18</sup>.

Les libertariens sont loin d'être majoritaires au sein du camp républicain et conservateur. Mais leurs prises de position inhabituelles leur donnent une grande visibilité dans les médias et par conséquent un certain pouvoir de nuisance, qui se réveillera sans doute à l'approche de 2016.

### Protéger Israël

La place accordée à l'allié israélien est un marqueur capital de la politique étrangère républicaine. Elle reste à ce jour sans comparaison avec l'importance qui peut être accordée aux autres dossiers de politique étrangère ou régions du monde dans les programmes de la droite américaine. Le sionisme forme en effet un courant transverse de ces écoles de pensée en politique étrangère. Il se retrouve aussi bien chez certains libertariens (ex. Ayn Rand) que chez les néo-conservateurs (ex. la famille Kristol), ou chez les nationalis-

Les libertariens sont loin d'être majoritaires au sein du camp républicain et conservateur. Mais leurs prises de position inhabituelles leur donnent une grande visibilité.

tes, la fidélité au clan incluant de toute évidence pour ces derniers l'allié israélien.

Cette position s'explique en grande partie par l'importance des protestants de tradition évangélique, ceux que l'on appelle chrétiens fondamentalistes, dans la population conservatrice américaine et dans la base électorale du parti. Le *Pew Forum on Religion and Public Life* indique que les protestants évangéliques, qui sont surtout présents dans les Etats du sud, représentent 26 % de la population américaine<sup>19</sup>. L'importance numérique de cette population ainsi que sa forte motivation pour défendre ses valeurs morales donnent une grande importance à ses prises de positions, qui se caractérisent par l'importance capitale donnée au texte biblique, un conservatisme très rigoureux sur le plan de la morale, et un sionisme résolu.

S'ils ont un intérêt limité pour les questions de politique étrangère, les protestants fondamentalistes font montre en effet d'une prise de position très forte en faveur de l'Etat d'Israël. Elle est fondée non pas sur une proximité amicale avec les 2 % de juifs que comptent les États-Unis, mais sur une interprétation littérale du Livre de l'Apocalypse, inspirée par un certain nombre de prédicateurs dès le XIX<sup>e</sup> siècle<sup>20</sup>. Les protestants évangéliques ont alors accepté l'idée que le retour des juifs en Israël était l'une des conditions du retour de Jésus-Christ sur Terre à la fin des temps. La création de l'Etat d'Israël en 1948 leur est donc apparue comme un signe que ces temps étaient proches. Le sionisme forme depuis la pierre angulaire de leur positionnement en matière de politique étrangère.

17 Carré, *op. cit.*, p. 176.

18 Rand Paul, « A Conservative Constitutional Foreign Policy », Paul H. Nitze School of Advanced International Studies, 8 juin 2011, cité dans RT.com.

19 *Pew Forum on Religion and Public Life*, <http://religions.pewforum.org/maps>, page consultée le 4 février 2013.

20 Voir par exemple le « dispensationnalisme » de John Nelson Darby.

# Policy Brief

Leur vigilance est extrême face à toute critique à l'égard de l'Etat hébreu et des actions de son gouvernement. En janvier 2013, l'ancien sénateur républicain du Nebraska Chuck Hagel, nommé par le président Obama au poste de secrétaire à la Défense, doit ainsi justifier de ses positions passées sur la question israélienne dans le processus de confirmation. Hagel fait l'objet d'accusations très sévères de la part de conservateurs comme Danielle Pletka, vice-présidente du *American Enterprise Institute*, ou de Bill Kristol, du *Emergency Committee for Israël*, qui jugent que son soutien n'a pas toujours été suffisant<sup>21</sup>. Dans leur sillage, les sénateurs républicains Jim Inhofe et Lindsey Graham menacent de bloquer la confirmation de leur ancien collègue.

## Vers un « redémarrage » de la politique étrangère républicaine ?

Selon Daniel Drezner dans *Foreign Affairs*, le Parti républicain a vu dériver sa politique étrangère depuis une dizaine d'années vers une attitude dogmatique, agressive et unilatéraliste<sup>22</sup>. Or, cette position n'est plus tenable, car elle décrédibilise les candidats et les affaiblit lors des élections. La politique étrangère des républicains va-t-elle continuer à se radicaliser, ou reviendra-t-elle à des positions plus centristes ? Au début 2013, le débat est lancé.

## La politique étrangère des républicains va-t-elle continuer à se radicaliser, ou reviendra-t-elle à des positions plus centristes ? Au début 2013, le débat est lancé.

Lors de moments-clefs de sa campagne, le candidat républicain Mitt Romney avait pu présenter des positions très jacksoniennes<sup>23</sup>, qui consistaient à désigner de graves menaces pour le pays - comme le terrorisme

21 Doug Bantow, « The Dishonorable Smear of Chuck Hagel : a warrior who despises war », *Forbes*, 14 janvier 2013.

22 Daniel W. Drezner, « Rebooting Republican Foreign Policy », *Foreign Affairs*, vol. 92, n° 1, Janvier-février 2013.

23 Eric Randall, « Russia is Mitt Romney's n° 1 Foe », *AtlanticWire*, 26 mars 2012.

international, la menace stratégique russe ou la menace financière chinoise-, et d'autre part à exiger des solutions militaires aux grands problèmes géostratégiques. Romney avait ainsi évoqué des frappes contre l'Iran et annoncé une forte augmentation du budget de la défense. Enfin, pour le candidat républicain, il fallait se méfier des démarches diplomatiques, telles que la signature de textes internationaux comme le nouveau Traité de la mer ou le nouveau Traité START, ces solutions représentant à ses yeux une perte de souveraineté américaine sur la scène internationale.

Pendant les primaires républicaines, beaucoup de candidats avaient ouvert la voie en recourant à une rhétorique très agressive et en célébrant au besoin l'ignorance sur le débat informé. On se souvient par exemple des commentaires du candidat Herman Cain sur le peu d'importance de l'Ouzbekistan<sup>24</sup>. Ce dernier n'avait d'ailleurs pas fait long feu dans la campagne, ce qui confirme que les outrances liées au processus des primaires ne l'emportent pas complètement sur le bon sens des électeurs.

Critiqué tout au long de sa campagne pour ses fréquents changements d'avis, il est possible de croire, comme Jacob Heilbrunn dans *Foreign Policy*, qu'un président Romney se serait finalement rapidement rapproché des positions traditionnelles du parti, internationalistes et pragmatiques<sup>25</sup>. Son candidat à la vice-présidence Paul Ryan avait réussi pour sa part à ne jamais prendre position clairement. Un journaliste avait ainsi qualifié ses opinions en politique étrangère de « test de Rorschach », chacun pouvant y lire ce qu'il souhaite<sup>26</sup>.

Drezner appelle donc le prochain président républicain et son administration à « redémarrer le logiciel » de la politique étrangère républicaine. Plus précisément, il leur propose de se recentrer sur une vision mixte de la politique étrangère, qui allierait d'une part la foi dans l'exceptionnalisme américain et d'autre part l'acceptation du pragmatisme et de la flexibilité dans la conduite des affaires internationales. Cet alliage, qui permettrait de mettre en avant la tradition démocratique du pays face au reste du monde, tout en admettant qu'il faut savoir faire jouer la diplomatie, serait en accord avec les idéaux conservateurs du Parti, tout en étant plus efficace en termes électoraux.

24 CBN News, octobre 2011.

25 Jacob Heilbrunn, *op.cit.*

26 Uri Friedman, « What's Paul Ryan's Foreign Policy? », *Foreign Policy Passport* (blog), 5 avril 2012.

# Policy Brief

Bien sûr, certains conservateurs ne sont pas de cet avis. Danielle Pletka, par exemple, appelle aujourd'hui à une posture unilatéraliste encore plus affirmée de la part des responsables républicains<sup>27</sup>.

Marco Rubio, souvent cité comme possible candidat en 2016, exprime bien la vision rééquilibrée de la politique étrangère que Drezner appelle de ses vœux. Dans son discours à la Brookings en avril 2012, le sénateur de Floride se présentait comme un « internationaliste à principes », favorable à un rôle actif des Etats-Unis dans la diplomatie internationale au nom de ses valeurs<sup>28</sup>. Il appelait en l'occurrence à un engagement de son pays dans la crise syrienne. Il est nécessaire de trouver des solutions multilatérales, disait-il en substance, mais la responsabilité des Etats-Unis au Moyen-Orient doit être réaffirmée. C'est dans cette ligne que des positions crédibles pour les futurs candidats du GOP pourraient être élaborées, sur des dossiers aussi divers et complexes que l'Iran, la Chine, la poursuite du désarmement ou les négociations sur le réchauffement climatique.

## A propos de l'auteur

Laurence Nardon dirige le Programme Etats-Unis de l'Ifri et enseigne à Sciences-Po Paris. Ses recherches portent actuellement sur les évolutions de la pensée politique américaine, et notamment du conservatisme.

## A propos du GMF

Le German Marshall Fund of the United States (GMF) est un centre de recherche américain sans affiliation partisane dont la mission principale est de renforcer le dialogue et la coopération transatlantiques. Les activités du GMF s'articulent autour de trois axes principaux : expertise et analyse prospective des questions économiques, sociétales et internationales, au travers de rencontres de format varié et de séries de publications spécialisées, au terme desquelles sont formulées des recommandations concrètes à destination des décideurs politiques et des acteurs économiques des deux rives de l'Atlantique ; programmes d'échanges et séjours d'études thématiques pour renforcer le dialogue transatlantique ; et soutien à plusieurs initiatives destinées à la promotion et au renforcement de la démocratie en Europe de l'Est et en Afrique du Nord. Fondé en 1972 grâce à un don du gouvernement allemand à l'occasion du 25e anniversaire du Plan Marshall, comme mémorial permanent du Plan Marshall, le GMF a une forte présence des deux côtés de l'Atlantique. En plus du siège à Washington D.C., le GMF compte des bureaux à Berlin, à Paris, à Bruxelles, à Belgrade, à Bucarest, à Ankara, à Varsovie et à Tunis, ainsi que trois représentations à Bratislava, à Turin et à Stockholm.

## A propos de l'Ifri

Créé en 1979, l'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. L'objectif des travaux de l'Ifri est d'éclairer et de mettre en perspective les événements internationaux, à destination des décideurs politiques et économiques, des universitaires, des médias et des représentants de la société civile. Les équipes de l'Ifri, réparties en 15 pôles de recherche régionaux ou transversaux, réunissent plus de trente chercheurs à plein temps, français et étrangers. L'Ifri organise chaque année d'importants débats et conférences à Paris et à Bruxelles, dans un cadre informel et non partisan propice aux échanges. Les recherches de l'Ifri trouvent écho dans deux publications de référence – Politique étrangère, la plus ancienne revue française de relations internationales, et le rapport annuel Ramsès – ainsi que dans une série de collections numériques. Parmi ces dernières, la collection des Potomac Papers porte tout particulièrement sur les questions de politique américaine. Toutes sont disponibles sur le site [www.ifri.org](http://www.ifri.org).

27 Danielle Pletka, « Think Again: The Republican Party », Foreign and Defense Policy, [aei.org](http://aei.org), page consultée le 4 février 2013.

28 Michael Gerson, « Marco Rubio's foreign policy message for the GOP », *Washington Post*, 26 avril 2012.